

instable » de la bourgeoisie et d'une telle « période objectivement révolutionnaire », il n'y a pas d'évolution rectiligne, mais en ligne brisée, des montées et des descentes passagères, des stabilisations relatives par rapport à l'étape précédente et de nouvelles crises, des situations objectivement révolutionnaires s'étendant sur une période de jours, de semaines et même de mois. Et la tâche du parti révolutionnaire est évidemment de tenir compte de ces faits, surtout pour la partie agitative de sa politique.

D'autre part, une telle situation objective, si importante soit-elle, ne peut suffire pour envisager sérieusement la lutte pour le pouvoir du prolétariat.

La transformation d'une « situation objectivement révolutionnaire » en situation dans laquelle peut se résoudre victorieusement la question de la lutte pour le pouvoir dépend de l'existence et du rôle du parti.

Nous ne disons, en aucune façon, qu'actuellement l'état du facteur subjectif, c'est-à-dire du parti, permet de poser quelque part, à courte échéance, la question de la transformation de la situation présente existante en situation de lutte directe pour le pouvoir.

En ce sens, il y a une différence essentielle entre la période actuelle et la période des III^e et IV^e Congrès, quand l'existence, de la III^e Internationale et de ses partis de masse mettait à l'ordre du jour la transformation de la « situation objectivement révolutionnaire » en situation de lutte pour le pouvoir.

A l'encontre du mot d'ordre complet du III^e et du IV^e Congrès de l'I.C. qui était : « Aux masses pour le pouvoir », notre mot d'ordre aujourd'hui et pour une longue période restera « aux masses » pour conquérir celles-ci, dans leurs luttes quotidiennes, et pour forger les cadres et les militants du parti révolutionnaire de masse de demain. Il est clair également que l'absence d'un facteur subjectif puissant, d'un parti fort, retarde tout le processus de maturation politique et révolutionnaire des ouvriers et la transformation de leurs luttes économiques en luttes politiques. Cependant l'importance de notre estimation de la période actuelle consiste dans le fait que nous reconnaissons sans équivoque la possibilité et même l'inévitabilité de grandes luttes économiques et politiques spontanées des masses, poussées par leurs conditions de vie, et aussi la possibilité et l'inévitabilité de débordements spontanés partiaux des directions staliniennes et réformistes et, par conséquent, la possibilité de construction du parti révolutionnaire.

Cette estimation se reflète, sur le plan de notre politique, par la mise en avant du programme transitoire, qui reste toujours plus actuel que jamais, et par la façon dont nous concevons la liaison constante entre les revendications économiques élémentaires et les revendications transitoires et politiques.

Nous reviendrons plus loin sur ces questions. Cette estimation cadre-t-elle avec les événements que nous vivons en France et dans la plupart des pays importants de l'Europe ? Prenons

B. — Les rapports de la reprise économique et des luttes ouvrières

Le III^e Congrès du P.C.I. a constaté que les luttes ouvrières « se déroulent sur le terrain de la reprise économique » et le camarade Geoffroy, dans son texte publié dans le B.I. n° 39, développe amplement ce qu'il faut entendre par cette formule. La combativité de la classe ouvrière, nous dit-il, est en rapport direct avec la reprise. Plus il y a de reprise, plus il y a de luttes. Si la reprise « plafonne » les luttes s'arrêtent etc.

Et voici le raisonnement plus détaillé du camarade Geoffroy, porte-parole de la majorité du BP :

« C'est un fait connu des marxistes que lorsque les patrons ont des commandes, ont besoin des ouvriers, n'ont plus ou très peu de stocks, les ouvriers sont plus forts dans leurs luttes ; et c'est pourquoi on pouvait admettre l'idée générale que la « grève paie ».

» Or, depuis l'été 1946, l'économie française qui, en l'espace de deux ans venait de tripler le volume de sa production, a plafonné aux alentours de 90 % par rapport à 1938... Le fait est que, au plafonnement de l'économie qui s'est étendu aux neuf derniers mois, a correspondu une stagnation des luttes ouvrières.

» Par conséquent, conclut d'un air satisfait le camarade Geoffroy, nous avons eu une vérification négative de la justesse de notre analyse, »

l'exemple de la France, l'un des trois pays principaux de l'Europe continentale, où la « stabilisation économique et politique » de la bourgeoisie est incontestablement plus avancée qu'en Allemagne ou même en Italie. Que signifie cette « stabilisation », vue à la lumière de la récente grève Renault ?

Voici un pays, où deux ans après la fin de la guerre, une grève commencée par 1.200 ouvriers, dans une usine, certes très importante, amène successivement un revirement brusque dans l'attitude du parti stalinien et de la direction de la C.G.T. envers les revendications ouvrières, et une crise gouvernementale. En face de la menace, que surgisse de cette grève une lutte plus générale du prolétariat français pour l'augmentation des salaires, tout l'équilibre économique et politique de la bourgeoisie française a été fortement ébranlé laissant place à une crise.

Faut-il maintenant conclure, de toute cette analyse, que la bourgeoisie sera de toute façon incapable d'atteindre un équilibre plus stable que son équilibre actuel, où l'on ne pourra plus parler d'une période et à plus forte raison d'une « situation objectivement révolutionnaire » ?

Absolument pas. Depuis la conférence internationale d'avril 1946, nous n'avons pas manqué une occasion de faire le point de l'évolution de la situation internationale, et de souligner le fait que la bourgeoisie s'était considérablement renforcée grâce à la collaboration gouvernementale des partis ouvriers, que les tendances réactionnaires et bonapartistes s'accroissaient et que la crise des gouvernements de coalition (tripartisme, etc...) rejetant les P. C. du gouvernement tant en France qu'en Italie, paraissait proche.

En conclusion, le rapport présenté au nom du S.I. au plénum du C. E. I. d'octobre 1946 précisait : « Les luttes de la nouvelle étape en rapport avec la persistance de la tension internationale auront comme contre-coup, dans le camp de la bourgeoisie, la précipitation de la crise du tripartisme et l'accroissement de tendances bonapartistes. » (Quatrième Internationale, novembre-décembre 1946.)

Si l'impérialisme vankeer insufflait un sang nouveau dans les veines desséchées de l'économie européenne, par de nouveaux et de plus puissants emprunts, si la crise économique mondiale qui se profile déjà s'éloignait de quelques années, si un apaisement de la tension internationale facilitait la reconstruction du marché mondial, si les partis traditionnels pouvaient maintenir encore pour longtemps leur contrôle sur le prolétariat, freinant les luttes ouvrières et permettant à la bourgeoisie d'écraser leurs vagues l'une après l'autre, et si enfin celle-ci réussissait à reprendre en main une grande partie des colonies qui ont réussi à lui échapper ou qui tentent de le faire, alors on pourrait envisager dans quelques années l'entrée de la bourgeoisie dans une période de stabilisation comparable à celle qu'elle a connue entre 1923 et 1929. Mais il suffit d'énumérer les conditions d'une telle éventualité pour constater le peu de chances qu'il y a de la voir se réaliser.

Ceci a été écrit quelques jours seulement avant qu'éclatent la grève Renault et toutes les autres qui ont suivi celle-ci. Cette corrélation mécanique établie entre la reprise économique et les luttes ouvrières, par la majorité du C.C. et le camarade Geoffroy, ne résiste ni à l'épreuve de la théorie ni à celle des faits.

Il est vrai que le mouvement des grèves économiques est lié à l'évolution de la conjoncture. L'essor de la conjoncture favorable, pour une certaine période, les luttes revendicatives. Ces luttes ont plus d'ampleur pendant le commencement et pendant la fin de l'essor de la conjoncture, et elles s'apaisent dans la période intermédiaire. Elles ont un caractère économique plus prononcé si elles se placent au début de l'essor de la conjoncture et plus politique si elles se placent au moment où l'essor économique se transforme en dépression. Tout cela reflète les conséquences de l'évolution de la conjoncture.

L'essor économique entraîne d'une part une hausse des prix des moyens de production et, pendant une certaine période, une hausse de tous les prix en général, et d'autre part une demande accrue de main-d'œuvre. Les ouvriers, sentant que leur force de travail est recherchée et subissant les effets de la hausse générale des prix consécutive à la reprise et à l'élargissement de la production, qui diminue la valeur réelle de